

TRACTATENBLAD

VAN HET

KONINKRIJK DER NEDERLANDEN

JAARGANG 1969 Nr. 140

A. TITEL

*Verdrag tot oprichting van een Europese Organisatie voor de ontwikkeling en de vervaardiging van dragers voor ruimtevoertuigen, met Financieel Protocol en Protocol betreffende zekere verantwoordelijkheden met betrekking tot het aanvangsprogramma;
Londen, 29 maart 1962*

B. TEKST

De tekst van Verdrag en Protocollen is geplaatst in *Trb.* 1962, 131.

Het Financieel Protocol is in overeenstemming met artikel 14, lid 3 (d) (i) 8, en artikel 21, lid 3, van het Verdrag gewijzigd bij een tijdens de op 28 en 29 september 1966 te Parijs gehouden 18e zitting van de Raad van de Europese Organisatie voor de ontwikkeling en de vervaardiging van dragers voor ruimtevoertuigen genomen beslissing (zie rubriek J hieronder, blz. 2).

C. VERTALING

Zie *Trb.* 1963, 18.

D. GOEDKEURING

Zie *Trb.* 1964, 53.

E. BEKRACHTIGING

Zie *Trb.* 1964, 53.

Behalve de aldaar genoemde Staten heeft de volgende Staat in overeenstemming met artikel 27, lid 2, van het Verdrag een akte van bekrachtiging van Verdrag en Protocollen bij de Britse Regering nedergelegd:

Italië 4 maart 1965

G. INWERKINGTREDING

Zie *Trb.* 1964, 53.

De bepalingen van Verdrag en Protocollen zijn ingevolge artikel 28, lid 2, van het Verdrag voor Italië in werking getreden op 4 maart 1965.

J. GEGEVENS

Zie *Trb.* 1962, 131, *Trb.* 1963, 18 en *Trb.* 1964, 53.

In overeenstemming met artikel 102 van het Handvest der Verenigde Naties is het onderhavige Verdrag, cum annexis, op 31 augustus 1964 geregistreerd bij het Secretariaat der Verenigde Naties onder nr. 7401. De tekst van het Verdrag, cum annexis, is afgedrukt in „Recueil des Traités” van de Verenigde Naties, deel 507, blz. 177 e.v.

Voor het op 14 juni 1962 te Parijs gesloten Verdrag tot oprichting van een Europese Organisatie voor ruimteonderzoek zie ook *Trb.* 1969, 53.

Voor het op 5 mei 1949 te Londen tot stand gekomen Statuut van de Raad van Europa zie ook, laatstelijk, *Trb.* 1965, 185.

Tijdens zijn op 28 en 29 september 1966 te Parijs gehouden 18e zitting heeft de Raad van de Europese Organisatie voor de ontwikkeling en de vervaardiging van dragers voor ruimtevoertuigen (ELDO) een beslissing genomen tot wijziging van het Financieel Protocol. Deze beslissing is onmiddellijk in werking getreden.

De tekst van de beslissing luidt als volgt:

Décision du Conseil relative aux amendements au Protocole financier de l'Organisation

(Adoptée à l'unanimité par le Conseil lors de sa 18ème session des 28 et 29 septembre 1966)

Le Conseil

Vu la Résolution no 1 (ELDO/CM(juillet 66)16) de la Conférence des Ministres,

Vu les articles 14 (3) (d) (i) 8 et 21 (3) de la Convention;

Décide que pour l'exécution du programme ultérieur visé dans sa Décision ELDO/C (66) 38 (Final), ainsi que pour les frais admini-

stratifs et pour les études et travaux expérimentaux, les modifications suivantes seront apportées au Protocole financier.

1. Il est ajouté à l'article 4 du Protocole financier un paragraphe 6 qui est ainsi conçu: Nonobstant toute disposition contenue dans les paragraphes précédents du présent article, les contributions des Etats membres afférentes aux paiements autorisés dans le budget pour le programme ultérieur comportant d'une part une réorientation du Programme Initial, y compris les améliorations nécessaires, d'autre part un programme complémentaire (guidage inertiel, base équatoriale opérationnelle, système PAS), sont régies, à compter du 1er janvier 1967, par les dispositions de l'annexe II du présent protocole.
2. Il est ajouté à l'article 4 du Protocole financier un paragraphe 7 qui est ainsi conçu:
 - a) En ce qui concerne le programme ultérieur exposé au paragraphe 6 du présent article, la détermination de ce programme, conformément au paragraphe 2 (c) de l'article 14 de la Convention, se fera à l'unanimité des Etats membres, sans tenir compte de la voix d'un Etat membre qui se serait déclaré non intéressé en application de l'article 4 (3) de la Convention.
 - b) A compter du 1er janvier 1967, l'approbation des budgets annuels du programme visé à l'alinéa (a) ci-dessus conformément au paragraphe 2 (b) de l'article 14, se fera à la majorité des deux-tiers des voix des Etats membres intéressés, majorité comprenant les votes affirmatifs d'Etats membres dont les contributions s'élèvent à 66,66% au moins des contributions apportées à ce programme.
 - c) Le programme visé à l'alinéa (a) ci-dessus fera l'objet d'un examen annuel par le Conseil.
 - d) Si, de l'avis d'un Etat membre ou du Secrétaire Général, il apparaît que le coût d'achèvement du programme visé à l'alinéa (a) ci-dessus risque de dépasser le plafond général des contributions accepté par les Etats membres, tel qu'il figure à la colonne 4 du paragraphe 3 de l'annexe II, le Conseil fera immédiatement effectuer une enquête sur les causes du dépassement et, après avoir examiné les conclusions de cette enquête, formulera dans les trente jours des recommandations à l'intention des Etats membres.

Les mesures à prendre seront arrêtées par une décision unanime de tous les Etats membres. Si une telle décision n'est pas obtenue dans un délai de six mois à partir de la date à laquelle l'enquête a été ordonnée par le Conseil, tout Etat membre pourra se déclarer dans l'impossibilité d'accepter l'obligation de participer à une augmentation du plafond général. Si un

Etat membre déclare qu'il ne souhaite contribuer à aucun dépassement au-delà du plafond général, il sera néanmoins dans l'obligation d'assurer l'achèvement des travaux qui auront été confiés à ses contractants, mais toutefois sans que ceci implique aucune obligation d'aller au-delà de l'engagement financier total qu'il a pris en acceptant le plafond général.

3. Il est ajouté au Protocole financier une annexe II qui est ainsi conçue:
 - (1) Les paiements autorisés dans le budget tant pour l'achèvement du Programme Initial que pour le Programme complémentaire (ELDO PAS), y compris les dépenses administratives et le coût des études et travaux expérimentaux seront couverts, à compter du 1er janvier 1967, par les contributions des Etats membres qui seront calculées au prorata des pourcentages figurant dans la seconde colonne du paragraphe 3 de la présente annexe.
 - (2) Le plafond annuel des contributions de chaque Etat membre pour chaque exercice est celui indiqué dans la 3ème colonne du paragraphe 3 de la présente annexe. Le plafond général des contributions de chaque Etat membre est celui indiqué dans la 4ème colonne du paragraphe 3 de la présente annexe.
-

3. Tableau devant servir de base pour l'établissement et la limitation des contributions au Programme initial et au Programme complémentaire (ELDO/PAS), y compris les dépenses administratives et le coût des études et des travaux expérimentaux.

Etat membre	Pourcentage	Plafond annuel des contributions au Programme initial et au Programme complémentaire					Plafond général des contributions au Programme initial et au Programme complémentaire	
		(1)	(2)	(3)				(4)
		1967	1968	1969	1970	1971		
Australie (A)	-	-	-	-	-	-	-	
Belgique/ Pays-Bas (B)	9	8,10	(7,65)	8,55	8,10	5,40	2,70	29,79
France	25	22,50	(21,25)	23,75	22,50	15,00	7,50	82,75
République Fédérale d'Allemagne	27	24,30	(22,95)	25,65	24,30	16,20	8,10	89,37
Italie	12	10,80	(10,20)	11,40	10,80	7,20	3,60	39,72
Royaume-Uni	27	24,30	(22,95)	25,65	24,30	16,20	8,10	89,37
	100	90(C)	(85)	95	90	60	30	331

- (A) La contribution australienne consiste à mettre à la disposition de l'Organisation le champ de tir de Woomera, les installations annexes et la coopération technique rendue possible par l'expérience scientifique acquise par l'Australie, au cours des essais effectués en Australie et à l'occasion de l'analyse des résultats de ces essais. L'ensemble de cette contribution est rendu possible par la mise au point de l'installation tout entière et par les dépenses considérables consenties par l'Australie à cet effet.
- (B) A répartir d'un commun accord.
- (C) Il est précisé que le total des nouveaux crédits demandés aux Etats membres pour 1967 ne dépassera pas 85 millions d'unités de compte. Ces crédits figurent entre parenthèses.

Op 5 mei 1964 is te Parijs tussen de Regering van de Italiaanse Republiek en de Raad van de Europese Organisatie voor de ontwikkeling en de vervaardiging van dragers voor ruimtevoertuigen voor het tijdvak van 1 mei tot en met 31 december 1964 een Overeenkomst nopens samenwerking gesloten, waarvan de geldigheid bij een eveneens te Parijs gesloten Overeenkomst van 9 december 1964 is verlengd tot de dag waarop het onderhavige Verdrag, met Protocollen, voor Italië in werking is getreden.

De Franse tekst van deze Overeenkomsten luidt als volgt¹⁾:

Accord établissant une coopération entre l'Organisation Européenne pour la Mise au Point et la Construction de Lanceurs d'Engins Spatiaux et le Gouvernement de la République Italienne

La République Italienne et

Le Conseil de l'Organisation Européenne pour la Mise au Point et la Construction de Lanceurs d'Engins Spatiaux,

Considérant que la République Italienne a signé le 29 mars 1962, à Londres, la Convention portant création d'une Organisation Européenne pour la mise au point et la construction de lanceurs d'engins spatiaux (ci-après dénommée la Convention),

Considérant également que le Gouvernement de la République Italienne a signé, le 9 mai 1962, à Londres, le Protocole pour l'établissement d'un Groupe Préparatoire en vue de la création d'une Organisation Européenne pour la mise au point et la construction de lanceurs d'engins spatiaux,

Considérant que la Convention est entrée en vigueur le 29 février 1964 en application de son article 28 (1) et que le Protocole pour l'établissement d'un Groupe Préparatoire a cessé d'être en vigueur le 1er mai 1964, en application de son article 8,

Considérant que la République Italienne, en sa qualité d'Etat signataire de la Convention portant création d'une Organisation Européenne pour la mise au point et la construction de lanceurs d'engins spatiaux, tient le droit — dans l'attente du dépôt de ses instruments de ratification — de se faire représenter aux réunions du Conseil et de participer à ses travaux dans les conditions prévues par l'article 14 (3) (g),

Considérant que le Gouvernement de la République Italienne a manifesté le désir d'apporter son concours à l'Organisation lorsque celle-ci sera créée comme il l'avait fait à l'égard du Groupe Préparatoire,

1) De Engelse tekst is niet afgedrukt.

Considérant que le Conseil de l'Organisation a, dans sa séance du 5 mai 1964 décidé, à l'unanimité, d'accepter cette offre,

Sont convenus de ce qui suit:

Article 1

(1) Pendant la durée d'application du présent accord et sous réserve des dispositions dudit accord, le Gouvernement de la République Italienne se conformera, sauf s'il en est empêché pour des raisons constitutionnelles, aux dispositions de la Convention et des Protocoles annexes, des Protocoles et des Règlements pris en application de la Convention, ainsi que des autres Règlements adoptés, ou des décisions prises, par le Conseil.

(2) Sauf s'il en est disposé autrement, dans la Convention ou dans le présent Accord, la République Italienne sera traitée comme un Etat membre par l'Organisation.

Article 2

(1) Pour l'application de l'article 15 (12) de la Convention les ressortissants italiens seront considérés comme des ressortissants d'un Etat membre.

(2) Le Gouvernement de la République Italienne maintiendra à la disposition de l'Organisation le personnel qu'il avait mis à la disposition du Groupe Préparatoire et continuera d'en assurer la rémunération.

(3) Sur demande de l'Organisation, le Gouvernement de la République Italienne pourra mettre de nouveaux personnels à la disposition de celle-ci et en assurera la rémunération.

Article 3

(1) Le Gouvernement de la République Italienne continuera à exécuter à ses frais et à ses risques les études et travaux exécutés en conformité avec l'article 3 (a) du Protocole pour l'établissement du Groupe Préparatoire.

(2) Sur demande de l'Organisation, le Gouvernement de la République Italienne pourra exécuter de nouvelles études ou de nouveaux travaux dans le domaine d'application de la Convention.

Article 4

(1) Les problèmes financiers seront, pendant la durée d'application du présent Accord, réglés d'après les dispositions de la Convention, du protocole financier annexe à la Convention et du règlement financier du Groupe Préparatoire et de son Secrétariat, et du règlement financier de l'Organisation.

(2) Lorsque la Convention et les protocoles annexes entreront en vigueur pour la République Italienne, le règlement des comptes s'effectuera conformément aux dispositions visées au paragraphe (1) ci-dessus.

Article 5

La République Italienne peut se faire représenter aux réunions des organes représentatifs des Etats membres institués par la Convention et ses protocoles annexes et participer à leurs travaux. Les représentants italiens aux réunions de ces organes seront consultés avant les votes.

Article 6

La République Italienne peut se faire représenter aux réunions des organismes subordonnés créés en vertu de l'article 14 (2) (m) de la Convention. Les représentants italiens participent aux travaux de ces organismes dans les mêmes conditions que les représentants des Etats membres.

Article 7

Les représentants italiens sont éligibles à toute fonction au sein des organes de l'Organisation.

Article 8

Le présent Accord prend effet à compter du 1er mai 1964.

Article 9

Le présent Accord cessera d'avoir effet le jour où la Convention et les protocoles annexes entreront en vigueur pour la République Italienne en application de l'article 28 (2) de la Convention et au plus tard le 31 décembre 1964.

EN FOI DE QUOI les soussignés ont signé le présent Accord.

FAIT à Paris le 5 mai 1964, en langues française et anglaise, les deux textes faisant également foi, en un seul exemplaire qui sera déposé dans les archives de l'Organisation, qui en enverra une copie certifiée conforme à chaque Etat partie à la Convention.

Pour le Gouvernement de la République Italienne

(s.) MANLIO BROSIO

Pour l'Organisation, Le Président du Conseil

(s.) G. BOCK

Accord prorogeant la validité de l'accord signé à Paris le 5 mai 1964 et établissant une coopération entre l'Organisation Européenne pour la Mise au Point et la Construction de Lanceurs d'Engins Spatiaux et le Gouvernement de la République Italienne

La République Italienne et

Le Conseil de l'Organisation Européenne pour la Mise au Point et la Construction de Lanceurs d'Engins Spatiaux,

Considérant que le Gouvernement de la République Italienne et le Président du Conseil de l'Organisation Européenne pour la Mise au Point et la Construction de Lanceurs d'Engins Spatiaux ont signé à Paris, le 5 mai 1964, un accord établissant une coopération entre l'Organisation Européenne pour la Mise au Point et la Construction de Lanceurs d'Engins Spatiaux et le Gouvernement de la République Italienne,

Considérant qu'en vertu de l'article 9 de cet Accord, celui-ci cessera d'avoir effet le jour où la Convention et les protocoles annexes entreront en vigueur pour la République Italienne en application de l'article 28 (2) de la Convention, et au plus tard le 31 décembre 1964,

Considérant que la Convention et les protocoles annexes n'étant pas encore entrés en vigueur pour la République Italienne en application de l'article 28 (2) de la Convention, le Gouvernement de la République Italienne a demandé que la date de cessation de validité de l'Accord soit reportée du 31 décembre 1964 au 30 avril 1965,

Considérant que le Conseil de l'Organisation a, dans sa séance du 9 décembre 1964, décidé, à l'unanimité, d'accepter cette demande,

Sont convenus de ce qui suit:

Article unique

L'Accord établissant une coopération entre l'Organisation Européenne pour la Mise au Point et la Construction de Lanceurs d'Engins Spatiaux et le Gouvernement de la République Italienne, signé à Paris le 5 mai 1964, continuera d'avoir effet après le 1er janvier 1965.

Il cessera d'avoir effet le jour où la Convention et les protocoles annexes entreront en vigueur pour la République Italienne en application de l'article 28 (2) de la Convention et au plus tard le 30 avril 1965.

EN FOI DE QUOI les soussignés ont signé le présent Accord.

FAIT à Paris le 9 décembre 1964, en langues française et anglaise, les deux textes faisant également foi, en un seul exemplaire qui sera déposé dans les archives de l'Organisation, qui en enverra une copie certifiée conforme à chaque Etat partie à la Convention.

Pour le Gouvernement de la République Italienne

(s.) GIOVANNI FORNARI

Pour l'Organisation, Le Président du Conseil

(s.) G. BOCK

In overeenstemming met artikel 17 van het Verdrag is op 6 mei 1964 te Parijs een Interimovereenkomst gesloten tussen het Gemeenbest van Australië, het Verenigd Koninkrijk van Groot-Brittannië en Noord-Ierland en de ELDO voor de uitvoering van de lanceringen in de eerste fase van het aanvangsprogramma van de Organisatie, welke Interimovereenkomst op de dag van haar ondertekening in werking trad. Zij is op 13 juli 1965 vervangen door de op die dag te Parijs ondertekende en op dezelfde datum in werking getreden definitieve Overeenkomst, met brieven, betreffende de uitvoering van werkzaamheden door de ELDO in Australië en de onder Australisch gezag staande gebieden, voorzover echter haar bepalingen niet van kracht zijn gebleven ingevolge de eveneens op 13 juli 1965 te Parijs gesloten en op dezelfde datum in werking getreden Aanvullende Overeenkomst bij de onderhavige Interimovereenkomst.

De Franse tekst¹⁾ van de Interimovereenkomst en de Engelse tekst²⁾ van de definitieve Overeenkomst, met brieven, waarvan Nr. I en Nr. III in het Engels en Nr. II en Nr. IV in het Frans luiden, en de Engelse tekst²⁾ van de Aanvullende Overeenkomst bij de Interimovereenkomst zijn afgedrukt op blz. 12-35 hieronder.

Tijdens een van 26-29 november 1963 te Rome gehouden intergouvernementele conferentie is een Resolutie aangenomen tot oprichting van de Europese Conferentie voor Verreberichtgeving door middel van satellieten (CETS). De Engelse tekst van de resolutie is afgedrukt in *Trb.* 1966, 156, blz. 99 en 100.

Ter uitvoering van artikel 8, lid 1 (e, ii), van het Verdrag is op 22 juni 1964 te Londen een Protocol tot stand gekomen betreffende het gebruik van technische gegevens voor doeleinden die geen verband houden met de ruimteteknik. Tekst en vertaling van het Protocol zijn geplaatst in *Trb.* 1964, 157. Zie ook *Trb.* 1968, 175.

Ter uitvoering van artikel 20 van het Verdrag is op 29 juni 1964 te Londen een Protocol gesloten inzake de voorrechten en immuniteiten van de Europese Organisatie voor de ontwikkeling en de vervaardiging van dragers van ruimtevoertuigen. De tekst van dit

1) De Engelse tekst is niet afgedrukt.

2) De Franse tekst is niet afgedrukt.

Protocol is geplaatst in *Trb.* 1965, 217. Zie ook *Trb.* 1967, 117. Ter uitvoering van artikel 20 en in overeenstemming met artikel 29 van het Protocol zijn op 11 maart 1965 te Parijs tussen de ELDO en de Franse Regering brieven gewisseld, houdende een overeenkomst inzake sociale zekerheid. De tekst van deze brieven is geplaatst in *Trb.* 1967, 117, rubriek J.

Op 9 april 1965 is te Parijs tussen de Europese Organisatie voor de ontwikkeling en de vervaardiging van dragers van ruimtevoertuigen en de Europese Organisatie voor ruimteonderzoek een Overeenkomst gesloten tot oprichting van een gemeenschappelijke ESRO/ELDO-documentatiedienst. De Engelse tekst van deze Overeenkomst, met bijlage, is geplaatst in rubriek J van *Trb.* 1969, 53, blz. 69 e.v.

In overeenstemming met artikel 17 van het Verdrag is op 25 november 1966 te Parijs bij briefwisseling een overeenkomst tot stand gekomen tussen Frankrijk en ELDO betreffende het gebruik van Franse proefbases voor de ontwikkeling van de tweede trap van de ELDO-A-raket. De in de brieven vervatte overeenkomst is op 25 november 1966 in werking getreden. De tekst van de brieven is afgedrukt op blz. 36–38 hieronder.

Op 28 april 1967 is te Parijs bij briefwisseling een overeenkomst, met bijlagen ¹⁾, tot stand gekomen tussen ELDO en ESRO inzake de studie door ESRO ondernomen voor rekening van de CETS. De overeenkomst is op 28 april 1967 in werking getreden. De tekst van de brieven is afgedrukt op blz. 39–40 hieronder.

Op 13 juli 1967 is te Rome tijdens de voor de tweede maal bijeengekomen Europese Ruimte Conferentie een Resolutie aangenomen inzake institutionalisering van die Conferentie. Deze Conferentie is voortgekomen uit een initiatief van de Ministeriële Conferentie van ELDO. De tekst van de Resolutie van 13 juli 1967 is geplaatst in *Trb.* 1969, 51.

In overeenstemming met artikel 17 van het Verdrag is op 19 en 25 oktober 1967 te Bad Godesberg/Parijs bij briefwisseling een overeenkomst tot stand gekomen tussen de Bondsrepubliek Duitsland en ELDO betreffende het gebruik van Duitse test-centra. De overeenkomst is op 25 oktober 1967 in werking getreden. De Engelse tekst van de brieven is afgedrukt op blz. 41–43 hieronder.

Op 26 september en 4 oktober 1968 is te Neuilly-sur-Seine bij briefwisseling een overeenkomst tot stand gekomen tussen ELDO en ESRO inzake het gebruik van ESTRACK. De overeenkomst is op 4 oktober 1968 in werking getreden. De Engelse tekst van de brieven is afgedrukt op blz. 44–46 hieronder.

Op 5 februari 1969 is te Neuilly-sur-Seine een Overeenkomst tussen zekere Lidstaten van de Europese Conferentie voor verreberichtgeving door middel van satellieten en de Europese Organisatie voor de ontwikkeling en vervaardiging van dragers voor ruimtevoertuigen

1) De bijlagen zijn niet afgedrukt.

inzake F9-lanceringen, met bijlagen¹⁾, alsmede een Protocol van ondertekening, tot stand gekomen. De Overeenkomst is, met uitzondering van artikel 17, voorlopig in werking getreden op 5 februari 1969. De tekst van Overeenkomst en Protocol is afgedrukt op blz. 47-53 hieronder.

Accord provisoire entre l'Australie, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et l'Organisation Européenne pour la Mise au Point et la Construction de Lanceurs d'Engins Spatiaux, relatif à la conduite des tirs de la phase I du Programme Initial de l'Organisation

Le Gouvernement du Commonwealth d'Australie, (ci-après dénommé „le Commonwealth”),

Le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (ci-après dénommé „le Royaume-Uni”),

et

L'Organisation Européenne pour la Mise au Point et la Construction de Lanceurs d'Engins Spatiaux (ci-après dénommée „l'Organisation”),

Considérant que certains tirs se rapportant au programme initial défini à l'Article 16 de la Convention portant création d'une Organisation Européenne pour la Mise au Point et la Construction de Lanceurs d'Engins Spatiaux, ouverte à la signature, à Londres, du 29 mars au 30 avril 1962, doivent être effectués en Australie peu après l'entrée en vigueur de ladite Convention et qu'un accord définitif n'a pas encore été réalisé en ce qui concerne les conditions auxquelles ces tirs seront effectués en Australie;

Considérant que l'Article 17 de la Convention prévoit que, sous réserve des dispositions de ladite Convention, toute opération se rapportant au programme de l'Organisation sera exécutée conformément aux conditions convenues avec l'Etat membre sous la juridiction duquel les opérations ont lieu;

Considérant qu'il a été décidé que les conditions régissant l'exécution des opérations en Australie pendant le temps nécessaire pour la conclusion d'un accord définitif seraient fixées par un accord provisoire;

Sont convenus de ce qui suit:

Article 1

Champ d'application de l'accord provisoire

Le présent Accord provisoire s'applique aux opérations de l'Organisation exécutées en Australie jusqu'à l'entrée en vigueur d'un

accord définitif conclu au sujet de ces opérations conformément aux dispositions de l'Article 17 de la Convention ou jusqu'à l'achèvement des tirs du premier étage seul du lanceur qui doivent être effectués à Woomera pour le compte de l'Organisation par le Département des Fournitures du Gouvernement du Commonwealth (ci-après dénommé „le Département”) et par le Ministère de l'Aviation du Royaume-Uni (ci-après dénommé „le Ministère”), suivant celui de ces deux événements qui surviendra le premier.

Article 2

Procédure des tirs

(1) Dans la mesure du possible, les tirs sont préparés et exécutés conformément aux règles et méthodes établies par le Département.

(2) D'autres prescriptions relatives à la préparation et aux procédures de conduite des tirs peuvent être édictées par accord entre le Département et le Ministère.

Article 3

Fonctions assumées par le Ministère au nom de l'Organisation

Le Ministère a la responsabilité de fournir:

- (a) un inventaire général des besoins globaux de l'Organisation présenté sous une forme acceptable pour le Département;
- (b) (i) des précisions sur les besoins afférents à chaque tir;
(ii) des indications concernant les informations que l'Organisation a besoin de recevoir du Département pour chaque tir;
- (c) toutes autres informations techniques nécessaires au Département y compris celles que requièrent les règles et méthodes visées à l'article 2 paragraphe 1;
- (d) des véhicules d'essai complets, avec l'équipement approprié de vérification, de contrôle et autre, selon les dispositions convenues avec le Département;
- (e) le personnel devant assurer, sous sa responsabilité, la préparation des véhicules d'essai et toutes autres activités convenues avec le Département et qui ne lui sont pas dévolues aux termes de l'article 4;
- (f) l'équipement nécessaire aux usagers de la base, selon les dispositions convenues avec le Département, y compris son installation, son fonctionnement et son entretien;
- (g) l'instruction dont le personnel du Département a besoin, au jugement des parties, pour l'exécution des tirs;
- (h) son assistance au Département pour l'acquisition des matériels nécessaires pour les tirs et que le Département ne peut aisément se procurer;
- (i) les matériels nécessaires pour les tirs et que le Département ne peut se procurer.

Article 4

Fonctions assumées par le Département au nom de l'Organisation

Sous réserve que des crédits dont le montant sera déterminé en commun par le Département et l'Organisation soient mis à l'avance à sa disposition, le Département a la responsabilité d'assurer la fourniture, l'administration générale et la coordination opérationnelle de toutes les zones et installations concourant à l'exécution des tirs en Australie et, sous la même réserve et sans préjudice de la portée générale de la disposition qui précède, il a la responsabilité d'assurer:

- (a) (i) la fourniture et l'attribution des zones et bâtiments devant être utilisés pour les tirs des véhicules d'essai;
- (ii) la construction d'installations supplémentaires et la modification d'installations existantes suivant les besoins de l'Organisation, conformément aux dispositions de l'article 3 paragraphes 1 et 2;
- (b) l'administration générale et le fonctionnement du champ de tir de Woomera;
- (c) la fourniture, dans les conditions convenues avec le Ministère, de moyens de transport pour les véhicules d'essai et l'équipement annexe entre le point d'entrée en Australie et le lieu d'utilisation;
- (d) la fourniture des matériels d'équipement du champ de tir convenus avec le Ministère;
- (e) la fourniture, dans les conditions convenues avec le Ministère, des propergols nécessaires pour les véhicules d'essai et leur chargement dans ces véhicules, y compris la fourniture de l'équipement nécessaire, à l'exception de celui qui est visé à l'article 3 paragraphe f;
- (f) la fourniture des informations demandées par l'Organisation au sujet de chaque tir.

Article 5

Sécurité

Le Département, dans le cadre de ses responsabilités:

- (a) décidera de l'emplacement de chaque installation, en tenant compte notamment de la nécessité d'assurer une protection par la distance lorsqu'il existe des risques d'explosion ou d'incendie;
- (b) déterminera les périodes pendant lesquelles les conditions peuvent être dangereuses et réglementera le mouvement du personnel, l'occupation et l'utilisation des installations en pareil cas;

- (c) fixera les mesures de protection nécessaires contre les dangers reconnus;
- (d) réglementera les heures de travail dans les milieux pouvant présenter des dangers;
- (e) accédera librement à toutes les installations afin de vérifier si les procédures et méthodes appliquées sont conformes aux exigences de la sécurité;
- (f) édictera des règles de sécurité relatives à la construction et à l'emploi de tout système comportant l'utilisation d'explosifs, de propergols liquides ou d'autres substances dangereuses;
- (g) refusera tout système comportant l'utilisation d'explosifs, de propergols liquides ou d'autres substances dangereuses ne satisfaisant pas aux règles prescrites, ou convenues avec le ministère;
- (h) arrêtera toute opération, y compris les séquences de tir, lorsque le Département jugera qu'une situation dangereuse se crée ou que la poursuite de l'opération peut entraîner la création d'une situation dangereuse;
- (i) rejettera toute proposition impliquant le lancement d'un véhicule d'essai dans une direction quelconque tant que l'aptitude du véhicule d'essai ou d'un étage quelconque de ce véhicule à se comporter conformément aux prévisions n'a pas été reconnue par le Commonwealth;
- (j) déterminera les critères relatifs à la sécurité en vol du véhicule d'essai, en tenant compte de la sécurité des vies et des biens à l'intérieur ou au voisinage de la zone de vol, et mettra fin à tout vol lorsque le Département estimera qu'il n'est pas possible de satisfaire à ces critères.

Article 6

Garantie

- (1) L'Organisation garantit le Commonwealth et le Royaume-Uni
 - (a) contre toute perte ou tout dommage subi par le Commonwealth ou par le Royaume-Uni,
 - (b) contre toute responsabilité en ce qui concerne les réclamations dirigées contre le Commonwealth ou le Royaume-Uni et leurs fonctionnaires ou agents respectifs au sujet de pertes, dommages ou préjudices,
- survenus en tous lieux, à l'intérieur ou à l'extérieur du territoire australien, et résultant d'une manière quelconque d'une activité exercée en Australie par l'Organisation ou pour son compte.

(2) La garantie en faveur du Commonwealth prévue au paragraphe 1 ne s'applique pas si la perte, le dommage ou le préjudice résulte d'une carence quelconque du Département dans l'exercice de l'une quelconque des responsabilités visées aux articles 4 et 5 du présent Accord.

(3) La garantie en faveur du Royaume-Uni prévue au paragraphe 1 ne s'applique pas si la perte, le dommage ou le préjudice résulte d'une carence quelconque du Ministère dans l'exercice de l'une quelconque des responsabilités visées à l'article 3 du présent Accord.

(4) Dès lors que le Département ou le Ministère ont de bonne foi pris des mesures pour s'acquitter des responsabilités mises à leur charge par les articles 3, 4 et 5 du présent Accord, l'acte ou l'omission d'un de leurs fonctionnaires ou agents, qui entraînent directement une perte, un dommage ou un préjudice directs ou indirects, ne seront pas considérés comme une carence du Département ou du Ministère, selon le cas, dans l'exercice de leurs responsabilités.

Les sommes recouvrées par le Commonwealth ou le Royaume-Uni à la suite d'un acte ou d'une omission d'un fonctionnaire ou agent du Commonwealth ou du Royaume-Uni, qui a entraîné une perte, un dommage ou un préjudice, entreront en ligne de compte dans la détermination du montant qui sera payé par l'Organisation au Commonwealth ou au Royaume-Uni, en vertu du présent article, à la suite de la perte, du dommage ou du préjudice.

(5) Les dispositions du paragraphe 1 sont applicables même si l'activité dont résulte la perte, le dommage ou le préjudice a eu lieu entre le 1er novembre 1961 et la date de la signature du présent Accord.

Article 7

Réclamations dirigées contre le Commonwealth

(1) Une réclamation dirigée contre le Commonwealth au sujet d'une perte, d'un dommage ou d'un préjudice répondant à la définition qui précède peut être réglée par le Commonwealth à tout moment et pour tout montant ne dépassant pas dix mille livres australiennes (£ A 10.000), l'Organisation devant cependant être consultée si le Commonwealth estime qu'une question de principe est en jeu. Un règlement d'un montant supérieur ne peut être effectué par le Commonwealth qu'après consultation de l'Organisation et avec l'accord de celle-ci.

(2) Sans préjudice de l'exercice des droits qui lui sont reconnus au paragraphe (1), le Commonwealth assure la conduite de toute instance en justice introduite et poursuivie contre lui en Australie en vue d'établir sa responsabilité dans une perte, un dommage ou

un préjudice répondant à la définition donnée plus haut, et il peut admettre sa responsabilité dans cette perte, ce dommage ou ce préjudice si, à un moment quelconque, il acquiert la conviction que cette décision est juste et raisonnable. Le Commonwealth tient l'Organisation informée du déroulement de toute instance en cours.

Article 8

Recours dirigés contre le Royaume-Uni

(1) Une réclamation dirigée contre le Royaume-Uni au sujet d'une perte, d'un dommage ou d'un préjudice peut être réglée par le Royaume-Uni à tout moment et pour tout montant ne dépassant pas huit mille livres sterling (£ 8.000), l'Organisation devant cependant être consultée si le Royaume-Uni estime qu'une question de principe est en jeu. Un règlement d'un montant supérieur ne peut être effectué par le Royaume-Uni qu'après consultation de l'Organisation et avec l'accord de celle-ci.

(2) Sans préjudice de l'exercice des droits qui lui sont reconnus au paragraphe (1), le Royaume-Uni assure la conduite de toute instance en justice introduite et poursuivie contre lui au Royaume-Uni en vue d'établir sa responsabilité dans une perte, un dommage ou un préjudice répondant à la définition donnée plus haut, et il peut admettre sa responsabilité dans cette perte, ce dommage ou ce préjudice si, à un moment quelconque, il acquiert la conviction que cette décision est juste et raisonnable. Le Royaume-Uni tient l'Organisation informée du déroulement de toute instance en cours.

Article 9

Litiges

Tout litige entre les parties au présent accord

- (a) concernant le point de savoir si la perte, le dommage ou le préjudice résulte d'une activité exercée en Australie par l'Organisation ou pour son compte;
- (b) concernant le point de savoir si la perte, le dommage ou le préjudice résulte d'une carence quelconque du Département ou du Ministère dans l'exercice de l'une quelconque des responsabilités visées aux articles 3, 4 et 5 du présent accord;
- (c) concernant le montant de la réparation due par l'Organisation pour une perte ou un dommage subis par le Commonwealth ou le Royaume-Uni;

est réglé conformément aux procédures fixées à l'article 10 du présent accord.

Article 10

Arbitrage international

(1) Si l'une des parties au présent Accord a l'intention de soumettre un différend à l'arbitrage, elle le notifiera au Secrétaire Général qui informera immédiatement chaque Etat membre de cette notification.

(2) La sentence du Tribunal d'Arbitrage est définitive et sans recours; les parties s'y conformeront. En cas de contestation sur le sens et la portée de la sentence, il appartient au Tribunal d'Arbitrage de l'interpréter à la demande de toute partie.

(3) Le Tribunal d'Arbitrage est composé de trois membres, un arbitre nommé par l'Etat, ou les Etats, partie à l'arbitrage, un arbitre nommé par l'Organisation et un troisième arbitre, qui assume la présidence, nommé par les deux premiers.

(4) Ces arbitres sont choisis sur une liste ne comprenant pas plus de six arbitres désignés par le Commonwealth, six arbitres désignés par le Royaume-Uni et six arbitres désignés par l'Organisation.

(5) Si, dans un délai de trois mois après la notification mentionnée au paragraphe (1), l'une des parties s'abstient de procéder à la nomination prévue au paragraphe 3 de cet Article, le choix de l'arbitre est effectué, sur la requête de l'autre partie par le Président de la Cour Internationale de Justice parmi les personnes figurant sur ladite liste. Il en va de même, à la requête de la partie la plus diligente, lorsque dans un délai d'un mois à compter de la nomination du deuxième arbitre, les deux premiers arbitres ne parviennent pas à s'entendre sur la désignation du troisième. Toutefois, un ressortissant de l'Etat demandeur ne peut être choisi pour occuper le siège de l'arbitre dont la nomination incombait à l'Organisation, ni une personne inscrite sur la liste par désignation de l'Organisation choisie pour occuper le siège de l'arbitre dont la nomination incombait à l'Etat demandeur. Les personnes appartenant à ces deux catégories ne peuvent pas davantage être choisies pour assumer la présidence du Tribunal.

(6) Le Conseil établira la procédure qui devra être suivie par le Tribunal d'Arbitrage.

Article 11

Entrée en vigueur

Le présent Accord entre en vigueur à la date de sa signature.

EN FOI DE QUOI les soussignés ont signé le présent Accord.

FAIT à Paris le 6 mai 1964, en langues anglaise et française, les deux textes faisant également foi, en un seul exemplaire qui sera

déposé dans les archives de l'Organisation qui en enverra une copie certifiée conforme à chaque Etat partie à la Convention.

Pour le Gouvernement du Commonwealth d'Australie:

ALLEN BROWN

Pour le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord:

J. H. RIDDOCH

Pour l'Organisation Européenne pour la Mise au Point et la Construction de Lanceurs d'Engins Spatiaux:

R. DI CARROBIO

Agreement governing the Conduct in Australia and Territories under the authority of Australia of Operations by the European Organisation for the Development and Construction of Space Vehicle Launchers

This Agreement is made on the thirteenth day of July One thousand nine hundred and sixty-five between the European Organisation for the Development and Construction of Space Vehicle Launchers (hereinafter called "the Organisation") of the one part and the Commonwealth of Australia (hereinafter called "the Commonwealth") of the other part.

Whereas the Organisation was established pursuant to a Convention concluded at London on 29th of March 1962 on behalf of the Commonwealth, the Kingdom of Belgium, the French Republic, the Federal Republic of Germany, the Italian Republic, the Kingdom of the Netherlands and the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland (hereinafter called "the Convention");

And whereas it is provided in Article 17 of the Convention that subject to the provisions of the Convention all operations in connection with a programme of the Organisation shall be carried out in accordance with conditions agreed to between the Organisation and the Member State within whose jurisdiction the operations take place;

And whereas it is further provided in Article 16 of the Convention that certain firings in relation to the initial programme of the Organisation shall be conducted at Woomera, Australia;

And whereas the parties desire to record their agreement regarding the conditions under which operations shall be conducted at Woomera and in other areas under the authority of Australia;

And whereas by a further agreement between the Organisation and the Commonwealth provision is being made regarding the conditions under which facilities referred to in Article 5 of the Convention are to be used and disposed of;

Now it is hereby agreed between the parties as follows:

Article 1

Definitions

In this Agreement unless the contrary intention appears:

“Australia” includes territories under the authority of the Commonwealth;

“facilities” has the meaning assigned to it in the Annex referred to in Article 19 of the Convention;

“firing” has the meaning assigned to it in the Annex referred to in Article 19 of the Convention and in addition includes static firings of one or more stages of the launcher;

“initial programme” means the initial programme of the Organisation as described in Article 16 (1) of the Convention;

“space vehicle” has the meaning assigned to it in the Annex referred to in Article 19 of the Convention;

“space vehicle launcher” has the meaning assigned to it in the Annex referred to in Article 19 of the Convention and, in addition, includes a section or sections of a rocket coming within the meaning of that definition.

Article 2

Authorities

The Department of Supply (hereinafter called “the Department”) shall be the responsible authority of the Commonwealth for the purposes of this Agreement.

The Secretary General of the Organisation shall be the responsible authority of the Organisation for the purposes of this Agreement.

Article 3

ELDO Convention, Protocols and Regulations

The obligations placed upon the Commonwealth and the Organisation under this Agreement shall be carried out within the framework of the provisions of the Convention, of the Protocols thereunder

and of such regulations adopted by the Council of the Organisation pursuant to the Convention as may be applicable to the operations covered by this Agreement insofar as these regulations are not inconsistent with this Agreement.

Article 4.

General Conditions for the Conduct of Operations

(1) As far as is practicable operations in Australia in connection with a programme of the Organisation will be planned and conducted in accordance with the established practices and procedures of the Department. In order to provide for variations from established practices and procedures which might be necessary, specifications relating to the planning and procedures for the conduct of the operations will be introduced by agreement between the Organisation and the Department.

(2) In accordance with Article 15 of the Convention the Organisation is responsible for:—

- (i) the formulation and performance of programmes,
- (ii) the supervision of the execution of programmes,
- (iii) formulation of detailed plans and cost estimates for carrying out research, development and construction programmes including any associated firing programmes,
- (iv) the control of the execution of such plans.

(3) The Organisation may, in agreement with the Department, delegate to the Department the whole or parts of the task of preparation and issue of the detailed plans for the conduct of operations carried out on behalf of the Organisation in Australia. Such delegation shall not absolve the Organisation from its responsibility for planning and technical control.

(4) The Organisation shall recognize the authority of the Department for the overall management of the Range used for the Organisation's operations. Subject thereto, the Organisation shall exercise technical control and co-ordination of all operations carried out on its behalf.

(5) An officer nominated by the Department shall be appointed as Range Authority to be responsible for the range and supporting facilities which are made available to the Organisation by the Commonwealth, and for the prescription and execution of the necessary range safety measures. If so requested, the Range Authority shall inform the Secretary General or his appointed representative of the reasons for the issue of any directive which affects the conduct of the operations carried out on behalf of the Organisation.

Article 5

Particular Functions of the Organisation

The Organisation shall provide: —

- (a) a general statement of the overall requirements of the Organisation;
- (b) (i) specifications covering the requirements for each firing,
(ii) advice of the information required by the Organisation from the Department in respect of each firing;
- (c) such further technical information as is required by the Department in order to discharge its responsibilities to the Organisation, or its functions on behalf of the Commonwealth;
- (d) space vehicle launchers with appropriate check-out and monitoring equipments as agreed;
- (e) other equipment including its installation, operation and maintenance as agreed between the Organisation and the Department;
- (f) personnel to carry out and accept responsibility for the supervision of the execution of the programme and for technical control and co-ordination of all activities carried out on behalf of the Organisation;
- (g) personnel to carry out and accept responsibility for preparation of the space vehicle launchers and associated equipment and for other activities as agreed between the Organisation and the Department and not vested in the Department by the terms of Article 6;
- (h) training of personnel of the Department as agreed.

Article 6

Particular Functions of the Department on behalf of the Organisation

Subject to the provisions of Article 12 (1) the Department shall be responsible for: —

- (a) (i) the provision and allocation as agreed between the Organisation and the Department of facilities made available to the Organisation by the Commonwealth in accordance with Article 18 of the Convention for the conduct of the operations carried out on behalf of the Organisation,
(ii) the construction of additional, and the modification of existing facilities as authorised by the Organisation;
- (b) the transportation of space vehicle launchers and associated equipment between the point of entry into Australia and the point of use;

- (c) provision as authorised by the Organisation of the propellants and services required for space vehicle launchers;
- (d) provision of personnel who will be incorporated in the ELDO Trials Team, as agreed between the Organisation and the Department;
- (e) the supply of the information required by the Organisation in respect of its operations in Australia;
- (f) the preparation of detailed plans, as agreed, in consultation with the Organisation and submission of such plans to the Organisation for approval;
- (g) the maintenance and administration of the facilities made available to the Organisation in accordance with Article 18 of the Convention and the facilities provided by the Department at the expense of the Organisation;
- (h) such other matters as are from time to time agreed upon between the Organisation and the Department.

Article 7

Safety

(1) The Organisation, conscious of the responsibility of the Department for the collective safety of personnel and protection of property against the dangers associated with operations on the Woomera Range, shall recognize the authority of the Department to take such measures as the Department considers necessary to ensure safe conduct of the operations carried on under the Convention in Australia.

(2) The Department shall recognize its responsibilities to the Organisation to exercise its authority with due regard both to the needs of collective safety and to the efficient conduct of operations carried on under the Convention.

(3) The Department shall, in consultation with the Organisation: —

- (a) decide the location of any facility having regard particularly to the requirement for safe distances where explosive or fire risks are involved;
- (b) assess the criteria governing the in-flight safety of the space vehicle launcher and any satellite test vehicle, having regard to the safety of life and property within or bordering the flight zones, and prescribe the boundary conditions which must be observed during the flight;
- (c) prescribe the safety requirements in relation to the design and use of all systems involving the use of explosives, liquid propellants and other dangerous materials;

- (d) specify the protective measures which are necessary to safeguard against recognized hazards;
 - (e) regulate hours of working in potentially hazardous environments;
 - (f) determine the periods when potentially hazardous conditions exist and regulate the movement of personnel and the occupation and use of facilities in such circumstances.
- (4) The Department reserves the right, without consulting the Organisation if such consultation is not practicable, to: —
- (a) reject any proposal involving the launching of a space vehicle launcher in any direction until the ability of the space vehicle launcher to perform as planned has been accepted by the Commonwealth;
 - (b) reject any system involving the use of explosives, liquid propellants or other dangerous material which does not meet requirements prescribed;
 - (c) have freedom of access to all facilities in order to observe the safety of procedures and practices therein;
 - (d) stop any operation, including firing sequences, when the Department judges that a dangerous situation is developing or that continuation of the operation may cause a dangerous situation to develop;
 - (e) terminate any flight when the agreed boundary conditions have been exceeded.

(5) As soon as practicable after the occurrence of a case in which action is taken by the Department under sub-paragraph (a), (b), (d) or (e) of the last preceding paragraph, the Department shall furnish to the Secretary General or his appointed representative a written report setting out the circumstances of the case.

Article 8

Security

(1) The Organisation recognizes the authority of the Commonwealth to prescribe conditions relating to security matters in respect of the operations of the Organisation in Australia.

(2) The Organisation shall conform to such security requirements as may be notified to it from time to time by the Commonwealth and shall co-operate fully with the Commonwealth in giving effect to such requirements.

Article 9

Indemnity

(1) The Organisation shall indemnify the Commonwealth against:

- (a) any loss or damage suffered by the Commonwealth, and

(b) liability of any kind in respect of claims against the Commonwealth, its servants or agents for loss, damage or injury that occurs in any place, whether within or outside Australia arising howsoever out of any activity carried out by or on behalf of the Organisation in Australia.

(2) The indemnity provided for by paragraph (1) of this Article shall not apply if the loss, damage or injury resulted from any failure of the Department to exercise any of the responsibilities referred to in Articles 6 and 7 of this Agreement.

(3) When the Department has bona fide taken action to carry out the responsibilities assigned to it by virtue of Article 6 or 7 of this Agreement the act or omission of a servant or agent of the Commonwealth which directly brings about direct or indirect loss, damage or injury will not be considered as a failure by the Department to exercise its responsibilities. Any amount recovered by the Commonwealth in respect of an act or omission of a servant or agent of the Commonwealth which results in loss, damage or injury shall be taken into account in ascertaining the amount payable by the Organisation to the Commonwealth under this Article in respect of the loss, damage or injury.

(4) The provisions of paragraph (1) of this Article apply even if the activity from which the loss, damage or injury arises, may have occurred between 1st November, 1961, and the date of signature of this Agreement.

Article 10

Claims against the Commonwealth

(1) A claim against the Commonwealth for loss, damage or injury may be settled by the Commonwealth at any time for any amount not exceeding ten thousand Australian pounds (£ A 10,000); however the Organisation shall be consulted if it appears to the Commonwealth that a question of principle is involved. A settlement in excess of the amount shall not be effected by the Commonwealth except after consultation with and with the concurrence of the Organisation.

(2) The Commonwealth, without prejudice to the exercise of its rights under paragraph (1) of this Article, shall have the conduct of any judicial proceedings instituted and carried on against it in Australia for the purpose of establishing that the Commonwealth is liable for any loss, damage or injury as aforesaid and may, if at any time it is satisfied that it is just and reasonable that it should do so, admit liability for the loss, damage or injury. The Commonwealth will inform the Organisation of any proceedings which are pending.

Article 11

Disputes

(1) Any dispute between the parties to this Agreement:

- (a) as to whether the loss, damage or injury arose out of any activity carried out by or on behalf of the Organisation in Australia;
- (b) as to whether the loss, damage or injury resulted from any failure of the Department to exercise any of the responsibilities referred to in Articles 6 and 7 of this Agreement;
- (c) concerning the amount payable by the Organisation for loss or damage suffered by the Commonwealth,

shall be settled in accordance with the procedures laid down in paragraph (2) of this Article.

- (2) (a) If a party to this Agreement intends to submit a dispute to arbitration, it shall notify the other party. The Secretary General shall forthwith inform each Member State of such notification.
- (b) No appeal shall lie against the award of the Arbitration Tribunal, which shall be final; it shall be binding on the parties. In case of dispute concerning the import or scope of the award, it shall be incumbent upon the Arbitration Tribunal to interpret it on request by either party.
- (c) The Arbitration Tribunal shall consist of three members, one arbitrator nominated by the Commonwealth, one arbitrator nominated by the Organisation and a third arbitrator who shall be the chairman, nominated by the said two arbitrators.
- (d) The arbitrators shall be nominated from a panel comprising no more than six arbitrators appointed by the Commonwealth and six arbitrators appointed by the Organisation.
- (e) If, within three months from the date of the notification referred to in sub-paragraph (a) of this paragraph, either party fails to make the nomination referred to in sub-paragraph (c) of this paragraph, the choice of the arbitrator shall, on request of the other party, be made by the President of the International Court of Justice from the persons comprised in the said panel. This shall also apply, when so requested by either party, if within one month from the date of appointment of the second arbitrator, the first two arbitrators are unable to agree on the nomination of the third arbitrator. However, an Australian citizen may not be chosen to fill the post of the arbitrator whose appointment devolves on the Organ-

isation, nor may a person comprised in the panel and appointed by the Organisation be chosen to fill the post of an arbitrator whose appointment devolves on the Commonwealth. Nor may a person of either of these categories be chosen as chairman of the Tribunal.

If the President of the International Court of Justice is an Australian citizen, the choice of the arbitrator shall be made either by the Vice-President or by the senior Member of the Court not disqualified on this ground.

- (f) The Council shall establish the procedure to be followed in the Arbitration Tribunal.

Article 12

Funding Arrangements

(1) The Organisation shall at the request of the Department make an interest-free advance of funds in amounts mutually determined by the Department and the Organisation within the limits of the approvals granted by the Organisation of the budget estimates. Such advance payments shall be made to the High Commissioner for Australia, London, for the credit of the Department.

(2) The Department shall remit to the Organisation any moneys unexpended at the termination of this Agreement or at such other times and to such extent as the Organisation may request, subject to the liability of the Organisation to bear all costs incurred for its purposes on and after the first day of November 1961 in connection with the initial programme (or any part thereof) carried out in Australia.

Article 13

International arbitration

(1) Any dispute between the parties to this Agreement concerning its interpretation or application shall be settled in accordance with the arbitration procedure prescribed in Article 22 of the Convention.

(2) This Article shall not apply to: —

- (a) a dispute arising out of Article 8;
- (b) a dispute arising out of Article 9 not provided for by Article 11;
- (c) a dispute arising out of Article 10, other than a dispute concerning the obligation of the Commonwealth to consult with or inform the Organisation in accordance with the provisions of that Article;
- (d) a dispute provided for by Article 11.

Article 14

Revision

This Agreement may be revised at the request of either party and by agreement between both parties.

Article 15

Entry into force

This Agreement shall enter into force on the date of signature. It shall not apply to flight-trials of the first stage alone.

IN WITNESS WHEREOF this Agreement has been signed on the day and year first written.

DONE at Paris, in the English and French languages, both texts being equally authoritative, in a single original which shall be deposited in the archives of the Organisation who shall transmit a certified true copy to each State party to the Convention.

For the Government of the Commonwealth of Australia:

(sd.) RONALD WALKER

For the European Organisation for the Development and Construction of Space Vehicle Launchers:

(sd.) R. DI CARROBIO

Nr. 1

AUSTRALIAN EMBASSY
PARIS

13th July, 1965

Sir,

With reference to the agreement governing the conduct in Australia and Territories under the authority of Australia of operations by the European Organisation for the development and construction of Space Vehicle Launchers signed on the 13th day of July 1965, I have the honour to direct your attention to the following observations on the articles enumerated below:

On Article 4 (4) it is understood that the management of facilities used for the Organisation's operations will be governed by the principles described in the attached ELDO papers ¹⁾ numbered one and four covering trials operations at Woomera and work scheduling for Multistage activities respectively.

On Article 7 (1) and (2) it is understood that the words "collective safety" are defined as safety affecting persons other than the individual carrying out a particular task; it excludes industrial safety.

On Article 7 (3) (d, e, f) it is understood that the definition of "recognized hazards" "potentially hazardous conditions" and "potentially hazardous environments" shall be agreed between the Organization and the Department and shall be published in the safety specification referred to in this Article.

I would be obliged if you would confirm your agreement to the above provisions.

Accept, Sir, the assurances of my highest consideration.

(s.) RONALD WALKER
Ambassador

*His Excellency,
Ambassador R. di Carrobio,
Secretary General,
European Launcher Development Organisation,
36, rue La Pérouse,
Paris (16e)*

1) Niet afgedrukt.

Nr. II

36, Rue la Pérouse – PARIS (16e)

Tél.: BALzac 24-02

13 juillet 1965

GA/1/1c.

CECLES – E.L.D.O.

Le Secrétaire Général

Monsieur l'Ambassadeur,

J'ai l'honneur d'accuser la réception de votre lettre de ce jour, reproduite ci-après:

„Monsieur le Secrétaire Général,

Me référant à l'accord relatif à la conduite, en Australie et dans les territoires sous autorité australienne des opérations de l'Organisation Européenne pour la Mise au point et la Construction de Lanceurs d'Engins Spatiaux signé le 13 juillet 1965, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance les observations suivantes relatives aux articles ci-après indiqués:

Au sujet de l'article 4 (4), il est entendu que l'administration des installations utilisées pour les opérations de l'Organisation sera régie par les principes exposés dans les documents ELDO n° 1 et n° 4 ci-annexés¹⁾ qui traitent respectivement des opérations relatives aux essais de Woomera et de l'établissement du calendrier des travaux concernant le lanceur multi-étage.

Au sujet de l'article 7 (1) et (2), il est entendu que les mots „sécurité collective” désignent la sécurité en tant qu'elle concerne les personnes autres que l'individu exécutant une tâche particulière; cette expression exclut la sécurité du travail sur le plan individuel.

Au sujet de l'article 7 (3) (d, e, f), il est entendu que les définitions des termes „dangers reconnus”, „conditions pouvant être dangereuses” et „milieux pouvant présenter des dangers” seront arrêtées d'un commun accord par l'Organisation et le Département et publiées dans le règlement de sécurité visé à cet effet.

Je vous serais obligé de bien vouloir me confirmer votre accord sur les dispositions ci-dessus.

Veillez agréer, Monsieur le Secrétaire Général, les assurances de ma très haute considération.”

Je vous confirme mon accord sur les termes de cette lettre.

1) Niet afgedrukt.

Veillez agréer, Monsieur l'Ambassadeur, les assurances de ma très haute considération.

Le Secrétaire Général,
(s.) R. DI CARROBIO

*S.E. Sir Ronald Walker, C.B.E.,
Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire
Ambassade d'Australie
Paris*

Nr. III

AUSTRALIAN EMBASSY
PARIS

13th July, 1965

Sir,

I refer to the discussions which have taken place on the text of the proposed main agreement between the Organisation and Australia in accordance with which certain operations under the Convention for the establishment of a European Organisation for the Development and Construction of Space Vehicle Launchers are to be carried out in Australia. As the Australian delegation informed you at those discussions they had reported to the Australian Government the objections you put forward to the inclusion in the proposed agreement of a provision by which there was reserved to it the right to withhold approval for any particular activity.

The Australian Government has noted the objections to the inclusion of such a provision in the formal agreement and is prepared to accept its omission from the formal agreement provided that there is an agreement to the same effect contained in an exchange of letters between myself on behalf of the Australian Government and yourself on behalf of your Organisation.

I am therefore confirming herewith Australia's need to reserve the right insofar as the activities of the Organisation in Australia are concerned to withhold approval for any particular activity under the agreement which the Australian Government may decide is injurious to Australia's national interest.

In this event, the Australian Government undertakes to provide the Organisation with a statement of the reasons justifying this action. The Australian Government will address this communication to the Secretary General and, through diplomatic channels, notify it to each Member State.

If this reservation is acceptable to the Organisation, I shall be gratified to receive confirmation that the Organisation recognises the right of the Australian Government to the effect I have just stated.

Accept, Sir, the assurances of my highest consideration.

(s.) RONALD WALKER

Ambassador

*His Excellency,
Ambassador R. di Carrobio,
Secretary General,
European Launcher Development Organisation,
36, rue La Pérouse,
Paris (16e)*

Nr. IV

36, Rue la Pérouse -- PARIS (16e)
Tél.: BALzac 24-02

13 juillet 1965
GA/1/1c.

CECLES - E.L.D.O.
Le Secrétaire Général

Monsieur l'Ambassadeur,

J'ai l'honneur d'accuser la réception de votre lettre de ce jour, reproduite ci-après:

„Monsieur le Secrétaire Général,

Mé référant aux entretiens qui ont eu lieu sur le texte du projet d'accord principal entre l'Organisation et l'Australie qui doit régir l'exécution en Australie de certaines opérations prévues par la Convention instituant l'Organisation Européenne pour la Mise au Point et la Construction de Lanceurs d'Engins Spatiaux, j'ai l'honneur de vous confirmer que, comme la délégation australienne vous l'avait indiqué à l'époque, elle a porté à la connaissance du Gouvernement australien les objections élevées par vous contre l'insertion dans le projet d'accord d'une clause lui réservant le droit de refuser de donner son approbation à toute activité particulière.

Le Gouvernement australien a pris note des objections que suscite l'insertion d'une telle clause dans l'accord définitif, et il est disposé à accepter qu'elle n'y figure pas, à condition qu'un accord d'effet

identique résulte d'un échange de lettres entre moi-même, agissant au nom du Gouvernement australien, et vous-même, agissant au nom de votre Organisation.

Je vous confirme donc par la présente que l'Australie juge nécessaire de se réserver, en ce qui concerne les activités de l'Organisation en Australie, le droit de refuser son approbation à toute activité particulière couverte par l'accord et dont le Gouvernement australien vient à décider qu'elle porterait préjudice à l'intérêt national de l'Australie.

Le Gouvernement australien s'engage à faire connaître à l'Organisation, dans cette éventualité, les raisons justifiant sa décision. Il les communiquera, au Secrétaire Général et les notifiera, par la voie diplomatique, à chacun des Etats membres.

Si cette réserve est acceptable pour l'Organisation, je vous saurais gré de bien vouloir me confirmer que l'Organisation reconnaît le droit du Gouvernement australien à agir dans le sens que je viens d'indiquer.

Veuillez agréer, Monsieur le Secrétaire Général, les assurances de ma très haute considération."

Je vous confirme mon accord sur les termes de cette lettre.

Veuillez agréer, Monsieur l'Ambassadeur, les assurances de ma très haute considération.

Le Secrétaire Général,
(s.) R. DI CARROBIO

*S.E. Sir Ronald Walker, C.B.E.,
Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire
d'Australie
Ambassade d'Australie
Paris*

**Supplementary Agreement to the Interim Agreement between
Australia, United Kingdom of Great Britain and Northern Ire-
land and the European Organisation for the Development and
Construction of Space Vehicle Launchers for the Conduct of
the Phase I Firings of the Initial Programme of the
Organisation**

The Government of the Commonwealth of Australia,

The Government of the United Kingdom of Great Britain and
Northern Ireland,

and

The European Organisation for the Development and Construction
of Space Vehicle Launchers (hereinafter called "the Organisation"),

Taking into account the provisions of Article 1 of the interim
agreement signed in Paris on 6th May, 1964 (hereinafter referred
to as "the interim agreement") between the Government of the Com-
monwealth of Australia, the Government of the United Kingdom
of Great Britain and Northern Ireland, and the Organisation,

Considering that the Government of the Commonwealth of Aus-
tralia and the Organisation have this day signed, in accordance with
Article 17 of the Convention for the Establishment of a European
Organisation for the Development and Construction of Space Vehicle
Launchers, a final agreement (hereinafter referred to as "the final
agreement") concerning the operations of the Organisation in the
Commonwealth of Australia,

Taking into account that it is provided in Article 15 of the final
agreement that it shall not apply to flight-trials of the first stage
alone,

Recognizing that the operations relating to flight-trials of the first
stage alone from Woomera on behalf of the Organisation have not
yet been completed,

Have agreed as follows:

(1) The interim agreement shall continue in force between the
parties thereto in relation to any operations of the Organisation
within Australia preceding the completion of the flight-trials of the
first stage alone from Woomera.

(2) The date on which these flight-trials shall be considered as
completed shall be determined jointly by the Department of Supply
of the Government of the Commonwealth of Australia, the Ministry
of Aviation of the Government of the United Kingdom of Great
Britain and Northern Ireland and the Secretariat of the Organisation.

IN WITNESS WHEREOF the undersigned have signed this Agreement.

DONE at Paris this 13th day of July 1965 in the English and French languages, both texts being equally authoritative, in a single original which shall be deposited in the archives of the Organisation, who shall transmit a certified true copy to each State party to the Convention.

For the Government of the Commonwealth of Australia:

(sd.) RONALD WALKER

For the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland:

(sd.) H. A. F. HOHLER

For the European Organisation for the Development and Construction of Space Vehicle Launchers:

(sd.) R. DI CARROBIO

**Echange de lettres entre le Gouvernement de la République Française
et l'Organisation Européenne pour la mise au point et la construction
de lanceurs d'engins spatiaux (CECLES) relatif à l'utilisation des
centres d'essais français pour la mise au point du second étage
du lanceur ELDO-A (EUROPA I)**

Nr. I

*(Lettre du Ministère des Affaires Étrangères au Secrétaire Général
du Cecles)*

Paris le 25 novembre 1966

Monsieur le Secrétaire Général,

J'ai l'honneur de vous proposer les dispositions suivantes par lesquelles l'Organisation pourrait accorder sa garantie à la République Française à l'occasion des opérations qui doivent être effectuées par la France dans ses centres d'essais pour la mise au point du second étage du lanceur ELDO-A (EUROPA I), en application de l'article 16 (1) de la Convention.

Article 1er

Garantie

L'Organisation garantit la République Française contre:

- a) toute perte ou tout dommage subi par la France;
- b) toute responsabilité en ce qui concerne les réclamations dirigées contre la France et ses fonctionnaires ou agents au sujet de pertes, dommages ou préjudices survenus en tous lieux, notamment sur le territoire de pays tiers, et résultant d'une activité exercée dans ses Centres d'essai au titre des opérations qu'Elle effectuera dans le cadre du programme de l'Organisation.

Dès lors que le Gouvernement de la République Française a, de bonne foi, pris des mesures pour s'acquitter de ses responsabilités, l'acte ou l'omission de ses fonctionnaires ou agents qui entraîne une perte, un dommage ou un préjudice, direct ou indirect, ne sera pas considéré comme une carence du Gouvernement de la République Française dans l'exercice de ses responsabilités.

Cette garantie ne s'applique pas si la perte, dommage ou préjudice, résulte d'une faute lourde du Gouvernement de la République Française, de ses fonctionnaires ou agents appréciée conformément au Droit Public français.

Article 2

*Réclamations dirigées contre le Gouvernement de la
République Française*

- a) Une réclamation dirigée contre le Gouvernement de la République Française au sujet d'une perte, d'un dommage ou d'un

préjudice définis par les dispositions précédentes est réglée par ce Gouvernement.

Celui-ci intervient seul dans toute la procédure judiciaire, arbitrale ou autre, relative à la réparation des pertes, dommages ou préjudices, imputables aux activités concernées par le présent accord.

- b) L'Organisation doit être consultée par le Gouvernement de la République Française toutes les fois que le montant du dommage dépasse 125.000 francs et chaque fois que le Gouvernement de la République Française estime qu'une question de principe est en jeu.
Le Gouvernement de la République Française tient l'Organisation informée du déroulement de toute instance en cours.
- c) L'Organisation rembourse au Gouvernement de la République Française le montant des réparations et des frais que celui-ci devrait assumer en cas d'action en justice ou d'arbitrage international.

Article 3

Litiges

- a) Tout litige survenant entre les parties au présent accord en ce qui concerne l'application de la garantie accordée par l'Organisation à la République Française conformément aux dispositions de l'Article 1er du présent accord est réglé conformément à la procédure d'arbitrage fixée aux articles 26 (2), (3) et (4) et 27 du Protocole sur les Privilèges et les Immunités de l'Organisation.
- b) Tout litige survenant entre les parties au présent accord en ce qui concerne son interprétation ou son application est réglé conformément à la procédure d'arbitrage fixée à l'article 22 de la Convention.

Si les dispositions énoncées ci-dessus vous conviennent, j'ai l'honneur de vous proposer que la présente lettre et votre réponse constituent l'accord entre le Gouvernement de la République Française et l'Organisation Européenne pour la Mise au Point et la Construction de Lanceurs d'Engins Spatiaux relatif à l'utilisation des champs de tir français pour la mise au point du second étage du lanceur ELDO-A (EUROPA I).

(s.) J. DE LA GRANDVILLE

Nr. II

(Lettre du Secrétaire Général du Cecles au Ministère des Affaires Étrangères)

Paris, le 25 novembre 1966

Monsieur le Délégué,

Par lettre en date de ce jour vous avez bien voulu me communiquer ce qui suit:

(zoals in Nr. I)

J'ai l'honneur de vous faire savoir que, sur instruction du Conseil de l'Organisation, je suis en mesure de vous donner mon agrément aux termes de cette lettre qui constitue donc, avec la présente réponse, un accord entre l'Organisation et le Gouvernement de la République Française.

Veillez agréer, Monsieur le Délégué, l'assurance de ma haute considération.

Le Secrétaire Général

(s.) R. DI CARROBBIO

Echange de lettres entre le CECLES et le CERS/ESRO relatif à la participation du CECLES à l'étude des définitions par le CERS/ESRO, entreprise pour la CETS, d'un programme tendant à la mise au point de satellites expérimentaux européens de télécommunications

Nr. I

Paris, le 28 avril 1967

Monsieur le Président,

A la suite des négociations qui ont eu lieu entre les représentants de l'Organisation Européenne pour la Mise au Point et la Construction de Lanceurs d'Engins Spatiaux (ci-après appelée „le CECLES”) et ceux de l'Organisation Européenne de Recherches Spatiales (ci-après appelée „le CERS/ESRO”), j'ai l'honneur de vous proposer de régler de la manière suivante la participation de votre Organisation à l'étude des définitions d'un programme tendant à la mise au point de satellites expérimentaux européens de télécommunications que le CERS/ESRO a accepté d'entreprendre, à la demande de la Conférence Européenne de Télécommunications par Satellites (ci-après appelée „la CETS”).

1. Le CECLES fournira au CERS/ESRO les informations dont la définition figure à l'Annexe A ¹⁾ à cette lettre.

2. Le CERS/ESRO remboursera au CECLES les frais encourus pour l'exécution de ces études conformément aux dispositions financières qui figurent à l'Annexe B ¹⁾ à cette lettre. Le montant total des remboursements ne pourra excéder la somme de 150.000 francs.

3. Le CECLES adressera au CERS/ESRO, pour le 15 avril 1967, en six exemplaires, un rapport d'ensemble relatif aux informations définies à l'Annexe A ¹⁾ à la présente lettre.

4. Des rapports complémentaires seront ensuite fournis par le CECLES au CERS/ESRO au fur et à mesure que des renseignements plus détaillés seront disponibles au sujet des informations définies à l'Annexe A ¹⁾ à la présente lettre.

5. Le CECLES pourra confier à des tiers le soin de rassembler pour son compte les informations définies à l'Annexe A ¹⁾ à cette lettre. Le CECLES enverra copies des lettres chargeant les sous-traitants de la tâche qui leur incombe et informera le CERS/ESRO du prix de la sous-traitance.

6. La loi française sera applicable à la présente convention.

7. Le CECLES et le CERS/ESRO s'engagent à soumettre à l'arbitrage, selon la pratique internationale, les différends résultant de l'application ou de l'exécution de la présente convention qui ne

1) Niet afgedrukt.

pourraient être aplanis par des négociations. La sentence sera obligatoire pour les parties.

Si ces conditions sont acceptables pour le CECLES, je vous prie de m'en informer. Dans ce cas, cette lettre et votre réponse affirmative constitueront un accord entre le CECLES et le CERS/ESRO relatif à la participation du CECLES à l'étude des définitions par le CERS/ESRO, entreprise pour la CETS, d'un programme tendant à la mise au point de satellites expérimentaux européens de télécommunications.

(s.) PIERRE AUGER
Directeur Général.

Nr. II

28 avril 1967

Monsieur le Directeur Général,

Par votre lettre en date de ce jour concernant l'étude que doit entreprendre le CERS pour le compte de la CETS en vue de définir un programme tendant à la mise au point de satellites expérimentaux européens de télécommunications, vous me demandez de vous faire savoir si les conditions de la participation du CECLES à cette étude, qui sont exposées dans cette lettre, sont acceptables pour notre Organisation.

J'ai le plaisir de vous informer que le Conseil du CECLES, après avoir examiné les conditions proposées, lors de sa session des 13 et 14 avril 1967, m'a prié de répondre à votre Organisation que celles-ci sont acceptables pour le CECLES.

En conséquence, je considère que votre lettre et la présente réponse constituent un accord entre le CECLES et le CERS quant à la participation du CECLES à l'étude ci-dessus mentionnée.

Veillez agréer, Monsieur le Directeur Général, l'assurance de ma haute considération.

(s.) A. PATERNOTTE DE LA VAILLÉE
Président du Conseil.

*Monsieur le Professeur P. Auger
Directeur Général du CERS/ESRO
36 rue La Pérouse
Paris 16ème*

Exchange of letters between the Government of the Federal Republic of Germany and the European Space Vehicle Launcher Development Organisation (ELDO) on the use of German Test Centres

Nr. I

(Letter from the Federal Ministry of scientific research)

Bad Godesberg, 19th October 1967

Sir,

I have the honour of proposing to you the following clauses whereby the Organisation might indemnify the Federal Republic in respect of operations to be carried out at test centres of the Federal Republic.

Article I

Indemnity

(1) The Organisation shall indemnify the Federal Republic against damage, loss, injury or liability of any kind incurred by:

- (a) The Federal Republic;
- (b) Länder of the Federal Republic;
- (c) Natural or juridical persons acting on behalf of the Federal Republic, its Länder or the Organisation;
- (d) Employees or agents of the above legal entities,

that occurs in any place arising from any activity carried out in the test facilities of the Federal Republic in connection with **operations** under the Organisation's **programme**.

(2) In addition to the full amount of any indemnity the Organisation shall reimburse the Federal Republic with all expenses incurred by the legal entities referred to under paragraph (1) arising from legal proceedings or out of court expenses for the settlement of any claims made by third parties.

Article II

Exceptions

(1) This indemnity shall not apply whenever the loss, damage or injury are a result of the Federal Republic failing in a manner liable to be deemed grossly negligent by German civil law standards, to fulfil its obligations under the agreements to be separately concluded with the Organisation on the use of the test facilities.

(2) Provided that the Federal Republic has in good faith taken action to fulfil its responsibilities, the obligation to indemnify under Article I shall subsist even if the damage was deemed to be caused by a deliberate act or gross negligence within the meaning of German civil law on the part of an employee or agent of the legal entities designated in Article I. In this case however any compensation to be demanded of such employees or agents shall be set off against the amounts payable by the Organisation under Article I.

Article III

Procedure for settling claims

(1) The Federal Republic shall be entitled to settle or cause to be settled all claims under Article I of this Agreement without the authorisation of the Organisation.

(2) The Federal Republic alone shall participate in any judicial, arbitral or other proceedings for loss, damage or injury attributable to the activities referred to in this Agreement.

(3) The Organisation shall be consulted whenever the amount of damages exceeds DM 100,000 or the Federal Republic takes the view that a question of principle is involved.

(4) The Federal Republic shall notify the Organisation of any proceedings referred to in paragraph (2) which are pending.

Article IV

Settlement of disputes

(1) Any dispute between the parties to this Agreement concerning the grounds or amount of the indemnity to be granted by the Organisation to the Federal Republic under the terms of Articles I and II shall be settled in accordance with the arbitration procedure laid down in Articles 26 (2), (3) and (4) and 27 of the ELDO Protocol on Privileges and Immunities.

(2) Any dispute between the parties to this Agreement concerning its interpretation or application shall be settled in accordance with the arbitration procedure laid down in Article 22 of the Convention.

If the foregoing provisions meet with your approval, I have the honour to propose that this letter together with your reply shall constitute an Agreement between the Government of the Federal Republic and the European Space Vehicle Launcher Development Organisation.

(sd.) R. GAEDKE

Nr. II

*(Letter from the Secretary General of ELDO to the Federal Ministry
of Scientific Research)*

Paris, 25th October 1967

Sir,

By your letter of today's date you wrote to me as follows:

(goals in Nr. I)

I have the honour to inform you that upon the instruction of the Council of the Organisation I am able to give my acceptance to the terms of this letter which will therefore constitute together with this reply, an agreement between the Organisation and the Government of the Federal Republic.

The Secretary General

(sd.) R. DI CARROBBIO

Nr. I

EUROPEAN SPACE RESEARCH ORGANISATION

Neuilly, 26th september 1968

Sir,

I have the honour to refer to your letter of 7th December 1967, regarding your request to use the ESTRACK network for localisation and acquisition of telemetry data from the ELDO satellites to be launched from Woomera in 1968 and 1969 (hereinafter referred to as "the Special Project").

The Council of the European Space Research Organisation (ESRO) in its Twenty-Second Session accepted this request and has authorised me to conclude, on behalf of ESRO, an Agreement with you based on the terms of the "ESRO Rules concerning the use of stations of the ESTRACK network by Institutes of the Member States" (ESRO/AF/645, rev. 2), a copy of which is attached hereto ¹⁾.

1. The Special Project is described as follows:

Within the framework of its projects ELDO I and ELDO II, ELDO requests the use of the stations of the ESTRACK network. The two projects will be executed by ELDO and shall be launched from Woomera in Australia – the ELDO I satellite in November 1968 and the ELDO II satellite in May 1969.

ELDO requests localisation from the REDU station for two passes per day during fifteen days for each satellite. ELDO also requests the acquisition of telemetry data by the REDU station and by one other station, which can be chosen by ESRO, for in total two passes of each satellite.

In order to meet its requirements, ELDO will make use of other telemetry support in addition to the services provided by ESRO and notably the CNES network and the ELDO localisation and telemetry station at GOVE.

The co-ordination of the Special Project on the side of ELDO will be delegated to CNES. The details of the support requested by ELDO from ESRO and the information necessary for the execution of the Special Project were annexed to your aforementioned letter.

2. ELDO assumes full international legal responsibility for the Special Project and in particular for any liability arising out of damage or injury caused to third parties as a result of activities under the Special Project.

3. ELDO shall take all the necessary steps called for under the Regulations of the International Telecommunications Union.

4. A plan of operation for the use of the ESTRACK network shall be drawn up jointly under ESRO's responsibility, no later than

1) Niet afgedrukt.

three months before launching the satellite. To this end, ELDO, through the intermediary of CNES, shall communicate all information needed by ESRO.

This plan of operation shall take into account the use by ELDO of the other telemetry support, namely, the CNES network and the ELDO localisation and telemetry station at GOVE.

5. ELDO undertakes to pay the cost of the Special Project according to the "ESRO Rules concerning the use of stations of the ESTRACK network by Institutes of Member States". For the completion of the Special Project, the cost of handling a satellite pass, as referred to in Article 10 of the ESRO rules, for telemetry or tracking-in operations is fixed at 650 FF. for the year 1968. For the year 1969 this cost will be determined in accordance with the aforementioned rules concerning the use of ESTRACK.

Payment shall be made by ELDO, no later than two months after receipt of ESRO's account.

6. If any dispute arises concerning the interpretation or application of this Agreement which cannot be settled by negotiation, the parties undertake according to international practice to submit the dispute to arbitration. The decision shall be binding on both parties.

7. All the conditions laid down in the "ESRO rules concerning the use of stations of the ESTRACK network by Institutes of Member States" are applicable to this Agreement, insofar as there is no derogation stated in this present Agreement.

I should be grateful if you would inform me if you are in agreement with the foregoing conditions, whereupon this letter together with your letter in the affirmative will then constitute the Agreement, for the execution of the Special Project, between the European Space Vehicle Launcher Development Organisation and the European Space Research Organisation.

I have the honour to be, Sir, Your obedient Servant,

(sd.) HERMANN BONDI

Director General

*His Excellency,
The Ambassador Renzo Carrobio di Carribo,
Secretary General,
European Space Vehicle Launcher
Development Organisation (ELDO),
114, Avenue de Neuilly,
(92) Neuilly-sur-Seine*

4th October 1968

Sir,

I acknowledge receipt of your letter of 26th September 1968, in which you wrote to me as follows:

(zoals in Nr. I)

I have the honour to inform you that I am able to accept the terms of your letter. However, this is on the understanding that although the agreement is regarded as a Special Project for the purposes of the ESRO Convention, the term "Special Project" used in your letter has no special legal significance as far as ELDO is concerned. Furthermore, it is understood that the references to the ELDO I and ELDO II satellites in your letter refer respectively to the satellite test vehicles to be launched by the F7 and F8 development firings of the EUROPA I launcher.

(sd.) R. DI CARROBIO

Professor H. Bondi
Director General
CERS/ESRO
114, avenue de Neuilly
92 - Neuilly-sur-Seine

Agreement between certain Member States of the European Conference on Satellite Communications and the European Organisation for the Development and Construction of Space Vehicle Launchers concerning the F9 firing

Since the European Organisation for the Development and Construction of Space Vehicle Launchers (ELDO) has offered to certain Member States of the European Conference on Satellite Communications (CETS) to place at their disposal, for the purpose of testing telecommunications equipment produced in such States, space available in a satellite due to be put into orbit in an experimental firing known under the code of F9, on the understanding that the ELDO development programme will allow and will not be prejudiced by the experiment, the Organisation, hereinafter referred to as ELDO, on the one side, and the Governments of Belgium, Denmark, Italy, Norway and Sweden acting in their capacity as members of CETS, hereinafter referred to as the Governments, on the other side, have concluded the present Agreement to which are attached four annexes ¹⁾ forming an integral part of the Agreement.

Article 1

Within the framework of its current development programme, in which an F9 firing is envisaged and planned to take place in October 1969, ELDO undertakes to accept from the Governments for flight testing purposes the integration of telecommunications equipment into the F9 satellite provided that the F9 firing does in fact take place.

Article 2

ELDO shall determine after consultation with the Governments, the timescale for delivery of documents and hardware for integration of the telecommunications units into the satellite. (See Annex II, Technical Provisions).

Article 3

(a) ELDO shall be responsible for all aspects of the implementation of the experiment within the ELDO programme. It is the intention of ELDO, on its side, to entrust Italy with the task of integrating the telecommunications units into the satellite and carrying out the associated testing.

(b) The assistance of the Systems Design Group set up in pursuance of Article 6 of the present Agreement shall be given to ELDO and Italy. This assistance should be sought whenever necessary.

(c) Should the testing prove it necessary, the Governments agree to have the telecommunications units modified and adjusted to make

1) Niet afgedrukt.

the units compatible with the ELDO launcher and satellite system.

(d) ELDO agrees to such reasonable modification of the satellite structure as will be necessary to fix microwave antenna system into the satellite, it being understood that, should ELDO so require, the Governments will modify and finance the equipment concerned on their side.

Article 4

(a) In the event of the integration of the telecommunications equipment being liable to delay the date of the F9 experimental firing (as set out in Article 1) or jeopardise its prime trials objectives, ELDO shall terminate all or part of the experiment.

(b) Whenever possible, before such a decision may take effect, an opportunity shall be given to the Governments to consult with ELDO on this matter. When this is not possible, the Steering Committee mentioned in Article 6, or its representative at Woomera, will be informed of any decisions relating to the experiment.

(c) Each Government may at any time withdraw from the experiment following consultations with the other Governments and ELDO and upon payment of its share of the common expenditures already incurred, provided such withdrawal does not jeopardise the firing. In such an event, the withdrawing Government will supply (on a cost reimbursement basis) the equipments and perform the operations which, according to the present Agreement, are necessary for the completion of the experiment on the side of the other Governments.

(d) A termination according to the provisions of this article shall not be the subject of a dispute between the parties.

(e) A termination according to the provisions of this article will not exempt the Governments from the obligation to reimburse ELDO, according to the Agreement, all costs actually incurred relating both to the experiment in respect of Article 12(d) hereunder and its termination.

Article 5

The distribution of work and responsibilities among the Governments are set forth in Annexes I and IV ¹⁾ of the present Agreement.

Article 6

(a) The Governments shall appoint a Steering Committee as described in Annex I, to represent the Governments vis-à-vis ELDO in all matters regarding the present Agreement.

(b) The Steering Committee shall appoint a Systems Design Group as described in Annex I, to be responsible to it for the overall design, systems engineering, integration and testing of the telecommunication equipment.

¹⁾ Niet afgedrukt.

Article 7

In agreement with ELDO, from the tenth day after injection of the satellite into orbit and without prejudice to the right of ELDO to use the satellite for its own purposes, the Governments shall be at liberty to conduct telecommunications experiments.

Article 8

The Governments, through the Steering Committee, shall determine in consultation with ELDO, systems specifications and the schedule for the orbit test programme.

Article 9

(a) ELDO shall have full and unrestricted access to any information regarding the construction and testing of the telecommunications units and of their components and shall have the right, at any time and at any stage, to inspect the work performed by the Systems Design Group. Consequently, any such construction work shall be deemed to be known to ELDO.

(b) This Article shall not be construed so as to confer on ELDO or any of the Member States of ELDO or on any person under the jurisdiction of such state the right to use the technical information acquired under the terms of paragraph (a) for any purpose which is not explicitly the subject of the present Agreement and related to the F9 experiment.

Article 10

(a) In view of the provision of paragraph (a) of Article 9 of the present Agreement, no-one on the side of the Governments shall be responsible vis-à-vis ELDO for any failure of the F9 experiment which may have been caused by the telecommunications equipment, its integration into or presence in the satellite.

(b) In the event of any failure of the F9 experimental firing, neither ELDO nor any of its Member States shall be held responsible vis-à-vis the Governments for any loss or damage caused to the telecommunications equipment or for any failure of the telecommunications experiment.

Article 11

(a) No-one on the side of the Governments shall be responsible for any injury or damage caused to third parties in connection with the launching and maintenance in orbit of the satellite.

(b) Neither ELDO nor any of its Member States shall be held responsible for any loss or damage caused to persons employed in the execution of this Agreement on the side of the Governments.

Article 12

(a) The costs of the design, development, construction, procurement and transport of the various telecommunication units and associated check-out equipment shall be borne directly by the individual Government responsible for that particular item of equipment under the provisions of Article 11 of Annex I of this Agreement.

(b) Experts appointed for the Systems Design Group and their assistants shall be paid for on the side of the Government having made the appointment. Their travel expenses and allowances shall also be borne by the said Government.

(c) Any administrative costs necessary for the joint work within the Systems Design Group shall be borne on the side of the Governments pursuant to Article 5(c) of Annex I of this Agreement.

(d) The following costs incurred by ELDO shall be borne on the side of the Governments:

(i) costs directly incurred by the ELDO Secretariat for the sole purpose of implementing this Agreement;

(ii) costs specifically related to any adaptation or modification of the satellite structure and equipments, necessary for the sole purpose of integrating the telecommunications equipment into the satellite;

(iii) costs specifically related to any test, mechanical, electrical or environmental, necessary for the sole purpose of integrating the telecommunications equipment into the satellite as well as for ensuring its correct functioning.

These costs will be calculated according to Article I of Annex III, and reimbursed to ELDO according to the provisions of Article II of Annex III.

Article 13

The ground stations fully owned on the side of the Governments and used for the experiments shall be available on equal terms as among the Governments for the purpose of testing adequately the performance and capability of all the telecommunications units in orbit. The Governments shall be given fair and equal opportunity to participate in and to follow the tests performed in the ground stations and shall have free access to all recorded data regarding the tests. Experts designated on the side of any of the Governments as well as by ELDO shall be admitted to the same ground stations.

Article 14

(a) The telecommunications and associated equipment intended solely for the Governments' experiment in F9 shall be exempt, on entry and departure from the territories of the Governments, from

payment of import duties and taxes, inspection fees and similar duties or charges and from restrictions and prohibitions imposed on economic or other grounds.

(b) ELDO undertakes to use its good offices to enable the Governments to obtain the exemptions referred to in paragraph (a) of this article upon the entry and departure from ELDO Member States of the telecommunications equipment intended solely for the Governments' experiments in F9.

(c) The Governments will observe the same security requirements as persons representing ELDO or ELDO Member States upon entry to the Woomera launching range for the purposes of this experiment. The necessary requirements shall be communicated to the Governments by ELDO.

Article 15

Each of the Governments may designate an institution, enterprise or a group of enterprises under its jurisdiction to be responsible on its side vis-à-vis ELDO and each of the other parties to this Agreement for any work and for the procurement of any equipment allotted to that Government as well as for the payment of any cost due under the present Agreement.

This provision shall not be construed so as to absolve the Governments from their obligations vis-à-vis ELDO as parties to any legal procedure regarding the settlement of any dispute concerning the interpretation and application of this Agreement.

Article 16

If any of the parties considers it desirable, it may request consultation with the other parties with a view to ensuring the implementation of and satisfactory compliance with the provisions of the present Agreement and its Annexes. Such consultation shall begin as soon as possible and not later than twenty days after the date of the request, unless otherwise agreed.

Article 17

(a) Disputes arising out of the interpretation or application of this Agreement or its Annexes, with the exception of Article 4, which cannot be settled directly between the parties, may be submitted to an arbitration tribunal. If a party intends to submit a dispute to arbitration, it shall notify the other party or parties.

(b) The composition of the tribunal shall be agreed between the parties involved in the dispute. In the event of no agreement being reached between the said parties, the composition of the tribunal shall be determined by the President of the International Court of Justice.

(c) The tribunal shall determine its own procedure.

(d) No appeal shall lie against the award of the arbitration tribunal, which shall be final and binding on the parties. In case of dispute concerning the import or scope of the award, it shall be incumbent upon the arbitration tribunal to interpret it on request by any party to the dispute.

Article 18

This agreement shall enter into force, for each Government, with the notification to ELDO of the implementation of the respective internal procedures, provided that ELDO has already acceded to the agreement.

With the entry into force of this agreement, retroactive application will be given to the arrangements under Article 12, which will be effective from 1st April 1967.

ELDO shall give notice to all signatories of the notifications received under the present article.

Article 19

This agreement may be revised by agreement amongst all the parties.

IN WITNESS WHEREOF the undersigned plenipotentiaries, duly authorised thereto, have signed this agreement.

DONE in the English language at Neuilly-sur-Seine, France, this fifth day of February 1969, in a single original which shall be deposited in the archives of the European Organisation for the Development and Construction of Space Vehicle Launchers, who shall transmit a certified true copy to each signatory state.

For the Kingdom of Belgium:

(sd.) J. BOUHA

For the Kingdom of Denmark:

(sd.) P. W. FRELLESVIG

For the Italian Republic:

(sd.) M. MALFATTI

For the Kingdom of Norway:

(sd.) H. VOGT

For the Kingdom of Sweden:

(sd.) C. H. VON PLATEN

For the European Organisation for the Development and Construction of Space Vehicle Launchers:

(sd.) R. AUBINIÈRE

Protocol of signature to the Agreement between certain Member States of the European Conference on Satellite Communications and the European Organisation for the Development and Construction of Space Vehicle Launchers concerning the F9 firing

At the time of signing this agreement of today's date, the undersigned plenipotentiaries hereby declare that despite the provisions of Article 18 thereof, the agreement will provisionally enter into force as from today, with the exception only of Article 17.

IN WITNESS WHEREOF the undersigned plenipotentiaries, duly authorised thereto, have signed this Protocol.

DONE in the English language at Neuilly-sur-Seine this fifth day of February 1969 in a single original which shall be deposited in the archives of the European Organisation for the Development and Construction of Space Vehicle Launchers, who shall transmit a certified true copy to each signatory state.

For the Kingdom of Belgium:

(sd.) J. BOUHA

For the Kingdom of Denmark:

(sd.) P. W. FRELLESVIG

For the Italian Republic:

(sd.) M. MALFATTI

For the Kingdom of Norway:

(sd.) H. VOGT

For the Kingdom of Sweden:

(sd.) C. H. VON PLATEN

For the European Organisation for the Development and Construction of Space Vehicle Launchers:

(sd.) R. AUBINIÈRE

Uitgegeven de achtste september 1969.

De Minister van Buitenlandse Zaken,
J. LUNS.